

LA PROMOTION DES FEMMES EN 1976

Les femmes, au Canada, occupent une place de plus en plus importante tant dans le monde des affaires que dans la politique, mais il y a encore des domaines où elles sont trop peu représentées. En vous présentant quelques réflexions sur ce sujet, nous vous faisons connaître également quelques Canadiennes qui, au cours de 1976, ont obtenu des postes importants dans différents champs d'action. L'espace nous manque, malheureusement, pour vous présenter un relevé complet sur le sujet.



Mme Lise Payette

Mme Lise Payette, qui a la réputation d'être la personnalité la plus populaire de la télévision au Canada français et qui a été l'animatrice des émissions "Place aux femmes" (première émission féministe au Canada), et "Appelez-moi Lise" (que suivait plus d'un million de téléspectateurs) a abordé la politique en 1976; elle a été élue députée du comté Montréal-Dorion, et a subséquemment été nommée ministre des Consommateurs, des Coopératives et des Questions financières dans le Cabinet de M. René Lévesque.

Égalité d'accès à l'emploi

Dernièrement, le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire du Conseil du Trésor, a exposé une politique d'égalité d'accès à l'emploi, à la formation, au perfectionnement et aux possibilités d'avancement pour tous les employés. Tel que demandé, le ministère des Affaires extérieures a fait rapport sur ses projets pour la présente année financière et présentera en mars ses projets pour 1977 à 1982. Les activités entreprises par le ministère se situent plutôt au niveau des besoins économiques et sociaux nouveaux de tous les employés qu'à celui de la promotion de la femme comme telle.



Mme Yvette Rousseau

Mme Yvette Rousseau de Québec a été nommée présidente du Conseil consultatif de la situation de la femme au ministère fédéral de la Santé et du Bien-être social. Dans le passé, Mme Rousseau a été vice-présidente de la Fédération des Travailleurs du textile, et très active au sein du mouvement ouvrier. Elle est l'auteur d'un livre sur le travail de nuit des femmes en usine. En 1967, elle fut déléguée du Canada à Bruxelles à la Conférence mondiale sur le travail de la femme.

Elles vont de la suppression de l'âge limite d'entrée au Service extérieur (ce qui a permis d'engager des veuves actuellement affectées à l'étranger), à l'accessibilité des femmes à de nouvelles catégories d'emploi (c'est ainsi qu'on a affecté à l'étranger en 1975 la première femme garde de sécurité, veuve d'un employé du ministère), la

Née à Rome, Mme Bégin a étudié à l'Université de Montréal, à l'Université de Paris et à l'Université McGill. Elle a été membre fondateur et première vice-présidente de la Fédération des femmes du Québec, et membre du Conseil canadien des droits de l'Homme. Entrée en politique en 1972, elle a été élue députée de son comté de St-Michel (Montréal) et réélue en 1974. Secrétaire parlementaire du SEAE en 1975, elle a été nommée ministre du Revenu national, dans le Cabinet Trudeau en 1976.



Mme Monique Bégin

promulgation d'une politique de recrutement à l'étranger des conjoints et des personnes à charge, si le pays hôte y consent, la délivrance de passeports diplomatiques et spéciaux au nom de jeune fille de la requérante, si le pays hôte n'y voit pas d'objection, et à l'autorisation de congés d'études (parfois payés à plein traite-

Une première mondiale au Canada

Au cours de 1976 a été fondé, au Canada, l'Institut de recherche pour l'avancement de la femme (ICRAF). La fondation de cet organisme constitue une première mondiale. Le Canada, en effet, est le premier pays à donner suite à une recommandation faite à la Conférence internationale de l'année de la Femme, sur la nécessité d'établir une politique de recherche continue sur les femmes comme groupe désavantagé.

L'ICRAF déploiera donc ses efforts dans les domaines de la recherche académique, l'étude et la critique des politiques gouvernementales, et l'éducation, pour ainsi promouvoir la pleine participation des femmes au développement de la société canadienne. L'Institut aura une triple fonction: a) servir d'agence de coordination afin que les activités et les résultats de la recherche portant sur les aspects de l'expérience féminine

soient connus; b) décider, sur une base annuelle, des domaines de la recherche qu'il entreprendra ou qu'il appuiera; c) encourager les disciplines académiques à donner une plus grande place à l'expérience féminine dans leurs études et leurs perspectives théoriques.

Parmi les priorités, on a déjà inscrit *les femmes au travail*, terme qui comprend non seulement les femmes travaillant à l'extérieur du foyer, mais aussi les mères de famille, les femmes qui font du volontariat sur une base non rémunérée etc. Ces formes de travail, toutes aussi importantes les unes que les autres, doivent être étudiées.

L'Institut compte une centaine de membres des deux sexes venant de couches diverses de la société et de disciplines universitaires variées. L'objectif est d'atteindre 15 000 membres d'ici trois ans.